

Questions orales

d'essai du missile de croisière tant que la question n'aurait pas été réglée par les tribunaux?

L'hon. Allan J. MacEachen (vice-premier ministre et secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Monsieur le Président, la représentante formule sa question comme si le gouvernement cherchait à se soustraire à ses obligations vis-à-vis de l'essai du missile de croisière. Nous ne cherchons pas à y mettre fin, nous pensons qu'il s'agit d'une contribution importante à laquelle nous nous sommes engagés. J'estime qu'elle ne m'a pas donné suffisamment de raisons pour lesquelles nous devrions changer d'avis maintenant.

Le ministre de la Défense nationale a déjà dit que le gouvernement a l'intention de poursuivre sa collaboration avec les États-Unis. D'après ce que l'on m'a dit, le fait que la question soit devant les tribunaux ne justifie pas la suspension d'accords qui ont déjà été conclus.

Mme Jewett: Monsieur le Président, je me demande si le vice-premier ministre est au courant des essais, ce que nous en savons nous l'avons appris de Washington.

L'INQUIÉTUDE DES FEMMES

Mme Pauline Jewett (New Westminster-Coquitlam): Monsieur le Président, je voudrais revenir à ce que je disais précédemment lorsque je parlais de l'importance des femmes dans le mouvement pour la paix et le désarmement. Il l'a vu lui-même à Stockholm. Elles étaient à l'extérieur de la salle de conférence, mais il n'y avait que des hommes à l'intérieur.

Étant donné l'intérêt que les femmes du pays portent à cette question et leurs inquiétudes, au sujet non seulement de l'essai du missile de croisière, mais de toute la question, le ministre envisagera-t-il sérieusement d'avoir recours aux services d'au moins une femme à la division du contrôle des armements et du désarmement de son ministère et suggérera-t-il au premier ministre de faire la même chose à propos de son groupe de travail? Par-dessus tout, le ministre nommera-t-il comme ambassadeur chargé du désarmement, un poste vacant depuis de nombreux mois, une femme connue qui se préoccupe des questions que cet ambassadeur est censé traiter, à savoir le désarmement et la paix? Nommera-t-il une femme à ce poste?

L'hon. Allan J. MacEachen (vice-premier ministre et secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Monsieur le Président, j'estime que les idées de la représentante valent la peine d'être étudiées. Je comprends les inquiétudes des femmes au sujet de cette question de la course aux armements nucléaires. C'est une crainte que ressentent non seulement les femmes, mais tous ceux qui, je pense, regardent ce qui se passe dans le monde. Je suis tout à fait disposé à faire mon possible pour

faire valoir le point de vue des femmes au ministère. La représentante propose que nous envisagions un ambassadeur chargé du désarmement. Je suis bien prêt à le faire; si elle a des candidates à me proposer, je serai heureux de recevoir leur nom.

Mme Jewett: Vous n'en connaissez aucune?

* * *

L'ENVIRONNEMENT

LES PLUIES ACIDES—LES RÉDUCTIONS VISÉES RELATIVEMENT AUX ÉMISSIONS D'ANHYDRIDE SULFUREUX

L'hon. John A. Fraser (Vancouver-Sud): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre de l'Environnement; elle a trait aux pluies acides ainsi qu'à l'entretien que le ministre doit avoir demain avec ses homologues provinciaux.

En 1982, son prédécesseur, l'actuel ministre de l'Emploi et de l'Immigration, a déclaré que nous nous étions engagés, généralement parlant, à réduire de 25 p. 100 les émissions d'anhydride sulfureux à l'est de la frontière de la Saskatchewan et du Manitoba d'ici à la fin de la décennie en précisant que, si les États-Unis en faisaient autant, nous nous engageons à les réduire de 50 p. 100. Je voudrais savoir si le ministre est disposé à modifier la position officielle du gouvernement.

L'hon. Chas. L. Caccia (ministre de l'Environnement): La réunion de demain a pour objet de permettre aux autorités fédérales et provinciales d'examiner la politique générale du Canada à cet égard. Je ne tiens surtout pas à discuter dans cette enceinte de l'issue de la conférence de demain. Je demande donc au député de se montrer patient. Lors de la réunion de demain, nous réévaluerons notre programme, sans oublier que, même si nous devons supprimer complètement ces émissions de notre côté de la frontière, certaines régions du Canada seraient encore très touchées par les gaz sulfureux provenant de chez nos voisins du Sud.

M. Fraser: Monsieur le Président, comme le sait pertinemment le ministre, beaucoup de députés sont d'avis que son raisonnement n'est guère utile, car nous devons de toute façon réduire ces émissions de moitié.

LA RÉUNION FÉDÉRALE-PROVINCIALE

L'hon. John A. Fraser (Vancouver-Sud): Monsieur le Président, le ministre est-il disposé à proposer dès maintenant à ses homologues provinciaux une stratégie visant à réduire ces émissions de moitié de notre côté, unilatéralement, afin que nous puissions l'annoncer à nos nombreux alliés américains qui nous aident à nous débarrasser une fois pour toutes de ce fléau que sont les pluies acides?